**ARRETE PLACANT** **CIVILITE PRENOM NOM EN POSITON DE DETACHEMENT**

(cet arrêté concerne les fonctionnaires territoriaux titulaires qui partent en détachement discrétionnaire dans une aUtre fonction publique)

MonsieurMadamele Mairele Présidentla Présidente,

Nom de la collectivité,

VU, le Code général de la fonction publique,

VU, le décret n°86-68 du 13/01/1986 modifié, relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité et de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l’intégration,

SI AGENT A TEMPS NON COMPLETVU, le décret n° 91-298 du 20/03/1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

VU, le décret n°      du jj/mm/aaaa modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des      , [cliquer ici pour retrouver la liste des statuts particuliers](https://cdg50.fr/wp-content/uploads/2023/03/Liste-de-quelques-statuts-particuliers-dans-la-fonction-publique-territoriale.docx)

VU, le décret n°      du jj/mm/aaaa modifié fixant les différentes échelles de rémunération des       territoriaux, [cliquer ici pour retrouver la liste des échelonnements indiciaires](file:///C%3A%5CUsers%5Cm.girod%5CMarl%C3%A8ne%5CMODELES%20AR%20WORD%5CListe%20de%20quelques%20d%C3%A9crets%20d%27%C3%A9chelonnement%20indiciaire%20dans%20la%20fonction%20publique%20territoriale.docx)

viser le dernier arrêté de situation de l'agent dans votre collectivité

**SOIT AVANCEMENT DE GRADE EN DERNIERE SITUATION**VU, l'arrêté en date du jj/mm/aaaa portant avancement de Civilité Prénom NOM au grade d'GRADE titulaire à temps non complet (h/35h) et lela classant au      ème échelon de son grade, indice brut      , avec un reliquat d’ancienneté de année(s) mois jour(s), à compter du jj/mm/aaaa,

**SOIT NOMINATION PAR VOIE DE MUTATION EN DERNIERE SITUATION**VU, l'arrêté en date du jj/mm/aaaa portant nomination par voie de mutation de Civilité Prénom NOM en qualité d'GRADE titulaire à temps non complet (h/35h), et lela classant au      ème échelon de son grade, indice brut      , avec un reliquat d’ancienneté de année(s) mois jour(s), à compter du jj/mm/aaaa,

**SOIT AVANCEMENT D'ECHELON EN DERNIERE SITUATION**VU, l'arrêté en date du jj/mm/aaaa portant avancement de Civilité Prénom NOM, GRADE titulaire à temps non complet (h/35h), au      ème échelon de son grade, indice brut      , sans reliquat d’ancienneté, à compter du jj/mm/aaaa,

VU, l’arrêté de MonsieurMadamele Directeurla Directricele Ministre de administration d'accueil en date du jj/mm/aaaa, nommant par voie de détachement Civilité Prénom NOM en qualité de grade d'accueil à temps non complet (h/35h), pour une durée de       mois/ans, à compter du jj/mm/aaaa,

VU, la demande écrite de Civilité Prénom NOM, sollicitant sa mise en position de détachement auprès de administration d'accueil à compter du jj/mm/aaaa, pour une durée de       mois/ans,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** A compter du jj/mm/aaaa, Civilité Prénom NOM, née le jj/mm/aaaa à Ville (Numéro de département) est placée en position de détachement auprès de administration d'accueil, pour une durée de      mois/ans.

**ARTICLE 2 :** Civilité Prénom NOM conserve pendant la durée de son détachement son droit à l’avancement et à la retraite dans son administration d’origine.

**ARTICLE 3** **:** Il peut être mis fin au détachement avant le terme fixé par le présent arrêté, à la demande :

- soit de l’organisme d’accueil, soit de l’administration d’origine, au moins trois mois avant la date effective de la remise à disposition,

- de l’agent qui cessera d’être rémunéré et qui sera placé en disponibilité d’office jusqu’à ce qu’intervienne le terme initialement prévu si sa réintégration est impossible faute d’emploi vacant.

**ARTICLE 4 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- L'agent comptable de la collectivité,

- Monsieur le Président du Centre de Gestion,

- MonsieurMadamele Directeurla Directricele Ministre de administration d'accueil,

- L’agent.

MonsieurMadamele Mairele Présidentla Présidente :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- Informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le : ............................. Fait à      , le ....................

L’agent, MonsieurMadamele Mairele Présidentla Présidente,

Prénom et Nom Prénom et Nom